



La CEDEAO recommande une prorogation du recensement électoral au Togo

A l'issue de la troisième réunion du Comité de suivi des recommandations de la CEDEAO, qui s'est tenue il y a quelques jours à Conakry dans la capitale guinéenne, les facilitateurs de l'Institution sous régionale sur la situation sociopolitique togolaise viennent de sortir un communiqué, document à travers lequel la CEDEAO, en ce qui concerne le recensement électoral, encourage le Gouvernement à examiner la possibilité d'une prorogation exceptionnelle des inscriptions sur les listes électorales pour une période maximale de trois (03) jours. Ceci, dans le souci de « permettre aux acteurs politiques et aux citoyens qui n'auraient pas pu se faire enrôler de pouvoir le faire sans préjudice de la date du 20 décembre 2018, telle que fixée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO pour la tenue effective des élections législatives ».

En effet, l'un des protagonistes de la crise togolaise notamment la Coalition des 14 partis de l'opposition, avait appelé au boycott du recensement électoral dont les opérations avaient pris fin le 25 octobre dernier.

Quant à la reconstitution de la CENI, les facilitateurs, afin d'aider à surmonter les difficultés persistantes, ont instamment exhorté l'Union des Forces du Changement (UFC) à

bien vouloir retirer son représentant à la CENI au profit d'un autre parti politique de l'opposition parlementaire pour *« éviter le blocage du processus électoral en cours et surtout pour ne pas compromettre l'organisation d'élections inclusives et ouvertes »*.

L'organisation sous régionale a par ailleurs recommandé la poursuite des mesures d'apaisement afin de renforcer le climat de confiance entre tous les acteurs. A cet effet, les facilitateurs guinéen Alpha Condé et ghanéen Nana Akufo-Addo encouragent le Gouvernement à renforcer les mesures de sécurité et à poursuivre les efforts visant à garantir les droits et libertés de tous les leaders et acteurs politiques dans l'exercice de leurs activités sur toute l'étendue du territoire national.

Ils ont également réitéré leur opposition au recours à la force et à la violence et recommandent par la même occasion le calme et la retenue à tous les acteurs togolais. *« Les facilitateurs sous l'égide de la CEDEAO, ne ménageront aucun effort s'agissant de la conduite du processus menant aux élections. Ils réaffirment leur disponibilité à continuer d'accompagner les acteurs politiques et le peuple togolais dans la consolidation du climat de paix et de cohésion »*, précise le communiqué.

Il faut rappeler que du 03 au 06 novembre dernier, le Président guinéen Alpha Condé, co-facilitateur dans la résolution de la crise togolaise avait reçu à Conakry dans le cadre de l'évaluation périodique de la feuille de route définie par la CEDEAO, des délégations du Gouvernement togolais et de la Coalition des 14 partis de l'opposition. Ceci en présence du ministre ghanéen de la sécurité M. Kan-Dappah, (représentant du co-facilitateur ghanéen) et du Président de la Commission de la CEDEAO, Jean Claude Kassi BROU.

David